



RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024

Article L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales

024-200041150-20240306-DE2024005-DE Recu le 12/03/2024

PROJETS





1^e partie Le contexte économique et financier

A. La Loi de Finances 2024 : Eléments de contexte



La loi de finances pour 2024 s'inscrit dans un contexte économique qui s'assombrit en 2024

Croissance

+2,6 % en 2022

Entre -0,3 % et + 0,8 % en 2023 + 1,4 % au moment du vote du budget ramené à 1%

Inflation

+5,2% en 2022

+4,90 % en 2023

+ 2,6 % en 2024

Déficit public

-5,0 % du PIB % en 2022

-5,4 % du PIB en 2023

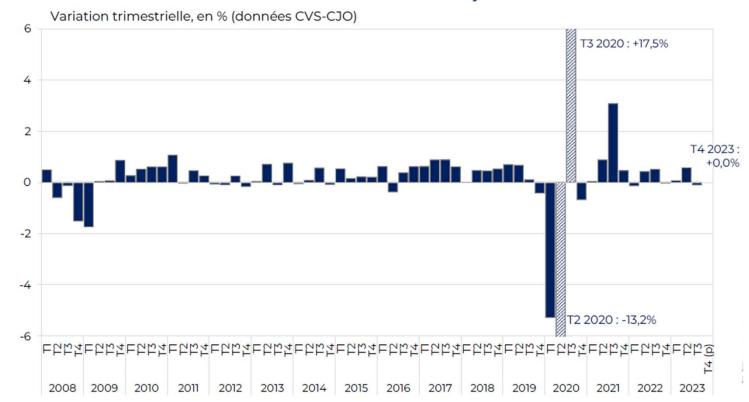
En 2024

AR Prefecture



Les éléments de contexte national

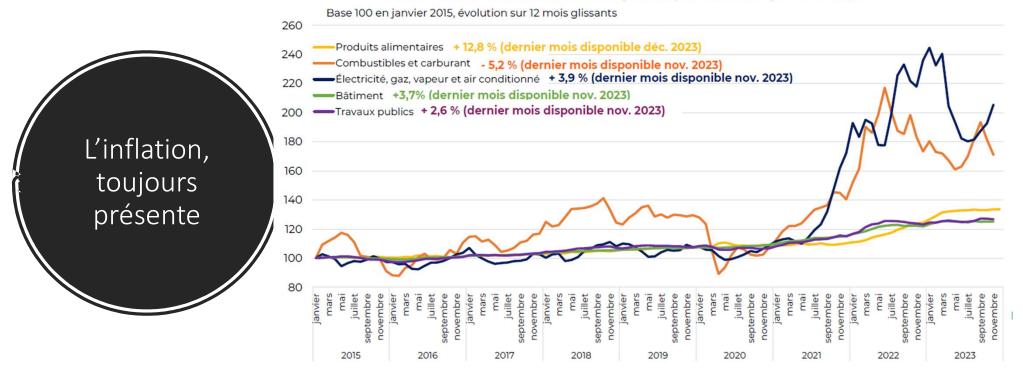
Évolution du PIB français



AR Prefecture



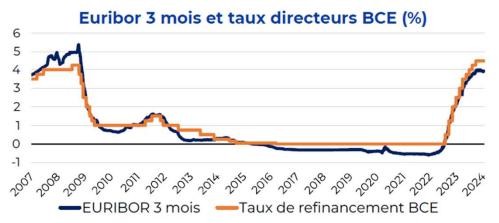
Évolution de certains indices de prix impactant la dépense locale

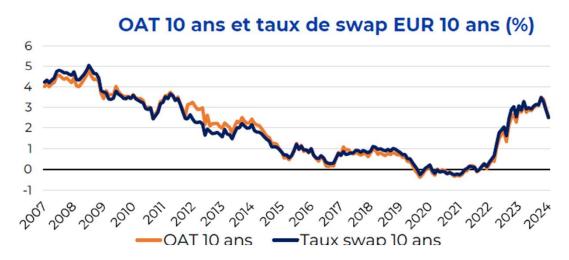


AR Prefecture



Évolution des taux d'intérêt





Taux d'intérêt : une baisse des taux directeurs en 2024 ?

JULICE . LJEU Datasticali

Avec dix hausses de taux directeurs en quatorze mois dès juillet 2022, la Banque centrale européenne (BCE) a réalisé le resserrement monétaire le plus rapide de son histoire, et ce, afin de contrer l'accélération de l'inflation en zone euro. Elle a ainsi porté son principal taux directeur, le taux de refinancement, de 0,00 % à 4,50 % en octobre 2023. Sous l'effet de la remontée des taux directeurs d'une part et d'un essoufflement progressif des perspectives de croissances d'autre part, la courbe des taux en zone euro présente depuis plusieurs mois une forme atypique, à savoir une courbe inversée, où les taux d'intérêt de court terme sont plus élevés que ceux de long terme. L'Euribor 3 mois s'établit au 27 décembre 2023 à 3,93 %, tandis que le taux de swap EUR à 10 ans est à 2,38 % et celui à 30 ans est à 2,20 % environ.

Depuis octobre 2023 la BCE maintient ses taux directeurs inchangés en raison du ralentissement de l'inflation, qui devrait se rapprocher de la cible de 2% en 2025 (2,7 % attendu en 2024 en zone euro). Après +0,6 % en 2023, la croissance européenne pourrait, quant à elle, rebondir à +0,8 % en 2024, puis +1,5 % au-delà. Les investisseurs revoient ainsi à la baisse leurs anticipations de taux directeurs : ils anticipent désormais une première détente en juin 2024 de 25 points de base (0,25 %) et la poursuite du mouvement baissier sur le second semestre. Des perspectives qui sont plus favorables pour les emprunteurs publics, pour lesquels 2024 correspond au tournant de mandat.

Prévisions budgétaires : garder des estimations prudentes pour 2024 et 2025

Les emprunteurs pourront continuer de prévoir des échéances prudentes dans leurs encours de dette et pour les emprunts nouveaux de l'exercice, entre 3,50 % et 5,50 % et réajuster leurs prévisions régulièrement en fonction des décisions de politiques monétaires et de l'environnement économique en zone euro.

AR Prefecture

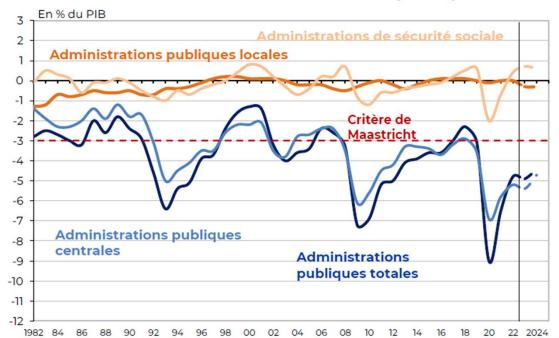


La trajectoire financière des budgets publics

La dette des administrations publiques

En % du PIB 120 Administrations publiques 110 100 90 Administrations de sécurité social 80 70 Critère de Maastricht 50 40 Administrations publiques centrales 30 20 10 Administrations publiques locales 1982 84 86 88 90 92 94 96 98 00 02 04 06 08 10 12 14 16 18 20 22 24

Le déficit des administrations publiques





Une trajectoire imposée aux collectivités

Loi de programmation des finances publiques : Trajectoire de la dépense publique locale

Objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement (inflation – 0,5 point) :

En %	2023	2024	2025	2026	2027
En valeur	4,8	2,0	1,5	1,3	1,3

Source: Loi de programmation des finances publiques 2023-2027. Périmètre constant, budgets principaux et annexes.

- Exclusion des allocations individuelles de solidarité (AIS) et des dépenses d'aide sociale à l'enfance (ASE) pour les départements
- Suivi et mise en œuvre :
- → Création d'un Haut conseil des finances publiques locales
- → Révision annuelle de l'objectif en fonction des prévisions d'inflation
- → Pas de contrainte spécifique permettant de respecter les objectifs fixés pour les collectivités locales
- Transmission au Parlement d'un document de programmation financière pour l'atteinte des objectifs de la transition écologique et de la politique énergétique nationale



Une trajectoire imposée aux CT... ... victimes collatérales de la situation nationale



Figure 1 : Part de chaque sous-secteur dans la dépense des administrations publiques² en 2022 Source : INSEE, Comptes nationaux - base 2014



Figure 3 : Dépenses totales par sous-secteur rapportées au PIB en 1983, 2019, 2021 et 2022 Source : INSEE, Comptes nationaux - base 2014

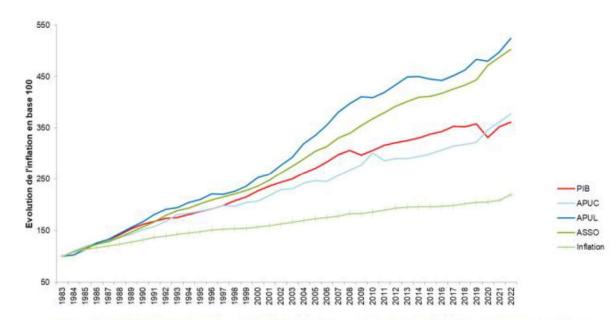


Figure 4 : Evolution des dépenses des administrations publiques par rapport au PIB en base 100 entre 1983 et 2022 Source : INSEE, Comptes nationaux - base 2014

La structure des dépenses publiques

AR Prefecture



SITUATION
BUDGETAIRE

——
BUDGET PRINCIPAL

——
BUDGETS ANNEXES

——
FISCALITE

——
ORIENTATIONS

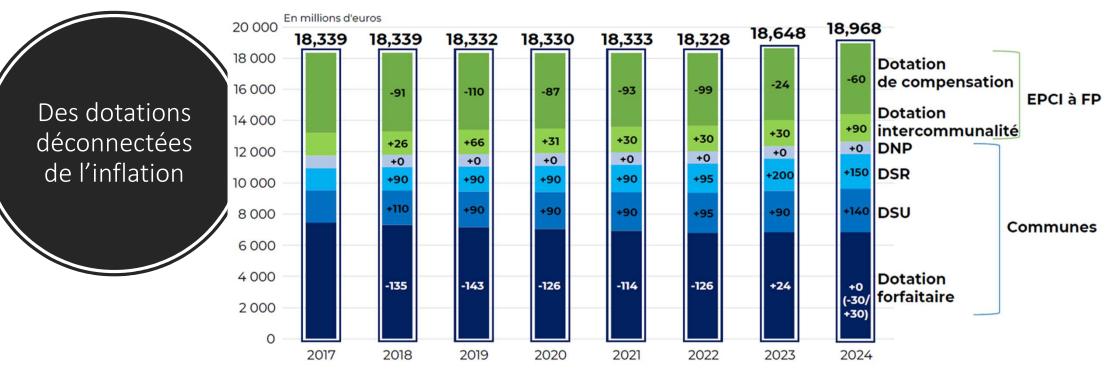
——
PROJETS

2^e partie La Loi de finances et ses effets sur les collectivités

A fonds la forme....!!!!

- Sur les montants d'évolution annoncés
- -Sur le verdissement





Dotations: + 1, 72 %

Rappel inflation: + 2,6 % en prévisions



Les principes de construction budgétaire

Déclinaison fiscale

La question des taux de fiscalité

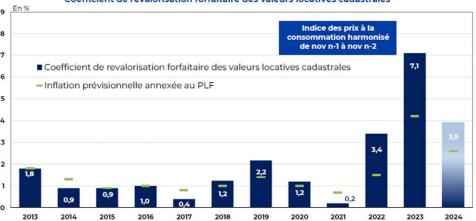
Question de la fiscalité sur les résidences secondaires – suite ajustement loi de finances

La question des bases

1. Revalorisation des bases- Action de l'Etat, via inflation

Effet sur le produit à taux constant

Coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales



Bases	2019	2020	2021	2022	Impact sur les bases	2023	effet bases 2024
TH	26 153 732						
TFPB	25 459 108	25 825 674	23 327 913	24 258 000	1 722 318	25 980 318	1 013 232
TFNB	889 196	898 487	901 231	931 900	66 165	998 065	38 925

TH	
TFPB	
TFNB	

961,84
480,90 €
480,93 (

AR Prefecture

B. La Loi de Finances 2024 : principales dispositions fiscales



Fiscalité entreprise

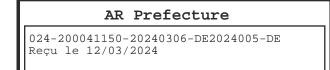
- L'article 103 pusse l'activitation des parameralus valeurs loca professionnels 25.
- valeurs loca des loca d'habitation de deux ans, avec le planning suivant :
 - collecte des loyers en 2025 ;
 - réunion des commissions locales pour

arrêter les nouveaux secteurs et tarifs en 2027;

intégration dans les bases

d'imposition au 1er janvier 2028

Bases	2019	2020	2021		Impact sur les bases	2023	effet bases 2024
CFE	11 905 664	12 056 894	8 357 593	8 580 000	171 600	8 751 600	87 516
Produits	2019	2020	2021	2022		2023 233 906,40 €	
IFER	147 303.00 €	153 270,00 €	208 726.00 €	218 400,00 €	15 506,40 €	233 906,40 €	•





Les principes de construction budgétaire

Déclinaison fiscale

La question des taux de fiscalité

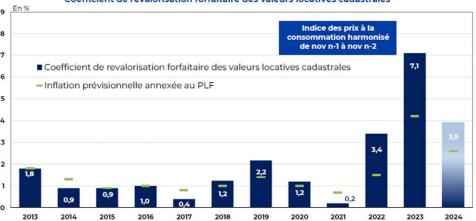
Question de la fiscalité sur les résidences secondaires – suite ajustement loi de finances

La question des bases

1. Revalorisation des bases- Action de l'Etat, via inflation

Effet sur le produit à taux constant

Coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales



Bases	2019	2020	2021	2022	Impact sur les bases	2023	effet bases 2024
TH	26 153 732						
TFPB	25 459 108	25 825 674	23 327 913	24 258 000	1 722 318	25 980 318	1 013 232
TFNB	889 196	898 487	901 231	931 900	66 165	998 065	38 925

TH	
TFPB	
TFNB	

961,84
480,90 €
480,93 (

AR Prefecture



Fiscalité des résidences secondaires et dérogations à la règle de lien

Article 151 de la Loi de finances



EPCI à fiscalité professionnelle unique (FPU)

Prise en compte de la variation entre n-1 et n (entre n-2 et n-1 pour la CFE)

Si taux consolidé TFPB baisse → autres taux doiv *Une ambiguīté existe quant à la référence au seu CFE : variation ne peut être > variati

Nouveau dispositif dérogatoire

Pour les communes, si taux de THRS < 75 % de la moyenne constatée pour l'ensemble des communes du département

- → elles peuvent majorer leur taux avec une double condition :
- leur nouveau taux ne doit pas dépasser 75 % du taux moyen des communes du département,
- l'évolution ne doit pas être supérieure à 5 % du taux moyen des communes du département.

Pour les EPCI à FP, si taux THRS < 75 % de la moyenne constatée pour l'ensemble des EPCI à FP au niveau nat
→ ils peuvent majorer leur taux avec une double condition :

- leur nouveau taux ne doit pas dépasser 75 % du taux moyen national des EPCI à FP,
- l'évolution ne doit pas être supérieure à 5 % du taux moyen national des EPCI à FP.

	Taux commune THRS (a)	Moyenne des communes du CD (b)	Rapport (a/b)	Utilisation de la dérogation (si rapport <75%)	Taux maximum possible (75% moyenne taux com. du CD)	Évolution maximale possible (5% de la moyenne taux com. CD)	Taux maximum	Évolution maximale possib pour la commun
Commune A	17,0%	20,0%	85,0%	NON				
Commune B	14,9%	20,0%	74,5%	OUI	15,0%	+ 1,0 % (ou + 1 point ?)	15,00%	0,6
Commune C	12,0%	20,0%	60,0%	OUI	15,0%	+ 1,0 % (ou + 1 point ?)	12,12 % (ou 13 % ?)	+1% (ou + 8,33 %

AR Prefecture

024-200041150-20240306-DE2024005-DE

Reçu le 12/03/2024



Fiscalité des résidences secondaires et dérogations à la règle de lien *Article 151 de la Loi de finances*

Simulation de la dérogation sur le périmètre communautaire

	2023	2024	Possibiltié dérogatoire hausse taux en point	2024 avec taux dérogé
Taux de TH sur les RS	2,39	2,39	0,441	2,831
Base d'imposition	6 397 769	6 647 282		6 647 282
Produit	152 907 €	158 870 €		188 184,55 €
	Hausse produit taux constant	5 963 €	Hausse produit avec taux dérogé	29 315 €
			Cumul bases + taux dérogé	35 278 €

AR Prefecture

Le budget principal

FOCUS SUR LA DGF



			EVOLUTION	DE LA DGF			
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dotation d'intercommunalité (forfaitaire)	556 706 €	554 101 €	518 126€	490 668 €	466 061 €	441 935 €	418 075 €
		-0,47%	-6,49%	-5,30%	-5,01%	-5,18%	-5,40%
Dotation de compensation	718 496 €	703 493 €	671 303 €	659 030 €	646 051 €	631 879 €	628 210 €
		-2,09%	-4,58%	-1,83%	-1,97%	-2,19%	-0,58%
TOTAL	1 275 202 €	1 257 594 €	1 189 429 €	1 149 698 €	1 112 112 €	1 073 814 €	1 046 285 €
		-17 608 €	-68 165 €	-39 731 €	-37 586 €	-38 298 €	-27 529 €
		-1,38%	-5,42%	-3,34%	-3,27%	-3,44%	-2,56%



AR Prefecture



Evolution de l'enveloppe globale de la DGF

- Dotation intercommunalité +90 M€ soit +5%
 - Abondement par l'Etat de 30 M€
 - Abondement de 60 M€ par prélèvement sur la dotation de compensation

Dotation de compensation

- - 60 M€ soit entre -1 et 1,5%
- Pour mémoire -0,5% en 2023

	Dotation de compensation
2 parts	
	Dotation interco

Produit diminué	Pour mémoire 2022	2023
-17 060,73 €	631 879,00 €	614 818,27 €

Pour rappel 2017	Perte cumulée
718 496,00 €	-103 677,73 €

-22 096,75 €

441 935,00 € 419 838,25 €

556 706,00 €

-136 867,75 €

Baisse cumulée depuis 2017 :

240 545 € 48

= 1 année d'épargne nette

CC Terrassonnais Haut Périgord Noir	1 046 285 €
Moyenne des Intercos de 20 000 à 49 999 habitants	1 510 507 €

AR Prefecture

B. La Loi de Finances 2023....PUIS 2024 : principales dispositions fiscales



Suppression de la CVAE : Modalités de compensation

Base de compensation

Moyenne 2020-2021- 2022 + ce que la collectivité aurait dû percevoir en 2023, en intégrant la hausse de la TVA 2023 (pas d'année « blanche ») Ressource de compensation

Octroi d'une fraction de TVA nationale

Modalité de répartition

Territorialisée* pour le bloc communal, uniforme pour les départements.

La loi de finances prévoit de «
territorialiser » la dynamique de
compensation, pour ne pas « léser »
les territoires les plus attractifs. Les
critères de répartition seront précisés
par décret en cours d'année. • Pistes
envisagées : évolution des bases de
CFE, évolution des effectifs,...etc.

<u>Impact = interco</u>

Produits	2019	2020	2021	2022	2023	DELTA
CVAE	976 138,00 €	773 143,00 €	1 056 320,00 €	775 864,00 €	868 442,33 €	92 578,33 €

AR Prefecture



• Rappelons qu'en 2022, l'Etat a perçu 11,3 milliards d'euros de CVAE,

soit une progression de 1,258 milliard (+20,6 %) d'euros de CVAE par rapport à celle encaissée en 2021.

- Un montant de 10,6 Mds d'euros a été affecté au titre de la moyenne quadriennale et du fonds d'attractivité des territoires (dont 5,5 Mds d'euros pour les EPCI, soit 54 %),
- 500 millions d'euros au fonds vert (dont 250 millions d'euros pour des projets des EPCI) et 150 millions d'euros aux SIDS (voir annexe).

Pour mémoire, en 2023, le Fonds vert a intégré une enveloppe de 500 millions d'euros issu de la CVAE des collectivités locales (bloc local et départements). Il conviendrait en conséquence que le ciblage soit maintenu en direction des intercommunalités

Le FNGIR/ DCRTP suite suppression TP



Jusqu'en 2010 Avec TP

Nouveau panier de ressources fiscales Depuis 2010

Territoire gagnant réforme TP

1 000 000 €

1 200 000 €

Prélèvement FNGIR 200 000 €

Territoire perdant réforme



1 200 000 €

1 000 000 €

Reversement FNGIR-DCRTP 200 000 €

Les dotations de péréquation en 2024

Elles s'élèvent à + 67 millions d'euros en 2014 contre 45 millions d'euros en 2023 et impliquent financièrement cette année à nouveau les communes et les intercommunalités.

DCRTP des communes : - 3 millions d'euros

DCRTP des intercommunalités : - 12 millions d'euros - diminution de DCRTP s'effectuera au prorata des recettes réelles de fonctionnement (RRF).

AR Prefecture

024-200041150-20240306-DE2024005-DE

Recu le 12/03/2024



La Loi de finances 2024, Les principaux indicateurs – La forme

Le budget vert

Modalités

Publication obligatoire d'un « budget vert » pour les collectivités de plus de 3 500 habitantsArt. 192: Identification de l'endettement local consacré à des objectifs environnementaux

La Fonction achat

Modalités

- -Annexe au budget
- -Achat reconditionné et écologique avec objectifs à atteindre

L'information

Modalités

-Communication à la « commission DETR » de la liste des projets recevables mais non retenus par le représentant de l'État

- Verdissement des dotations renforcé
 - 30% pour la DSIL
 - 20% pour la DSR
 - 25% pour la DSID
- Fonds verts

= 2,5 milliards d'€ (abondement de 500 M€)

Hausse du FCTVA, notamment du fait de l'augmentation de son assiette : réintégration des dépenses d'aménagement de terrain

AR Prefecture

024-200041150-20240306-DE2024005-DE

Recu le 12/03/2024

Création des Zones France ruralités revitalisation

- Exonération facultative de C.F.E. des immeubles situés en zone « France ruralités revitalisation », rattachés à un établissement industriel, commercial ou artisanal bénéficiant des exonérations spécifiques d'impôt sur les sociétés ou d'impôt sur le revenu
- Exonération facultative de F.B. des mêmes immeubles
- Applicables aux créations d'établissements intervenues entre le 1/7/2024 et le 31/12/2029
- Applicables aux extensions dans les zones « Plus »
- Valables pour 5 ans
- Suivies pour la C.F.E. d''un abattement dégressif sur 3 ans
- Délibérations à prendre dans les 90 jours suivant la publication des classements

Avantages fiscaux en ZFRR Article 73

- Éligibilité pour les entreprises
 - si elles sont situées dans le zonage et créées entre le 1^{er} juillet 2024 et le 31 décembre 2029
 - Valable également pour des reprises d'activité
 - Pour les activités industrielles, commerciales, artisanales ou autres
- Allègements d'impots sur les bénéfices durant 5 ans et dégressivité les 3 années suivantes
- Communes et EPCI peuvent exonérer pendant 5 ans de foncier bati et de CFE les immeubles de ces entreprises
- À l'issue des 5 ans, abattements 75% la 1^{ère} année, 50% la 2^{ème} et 25% la 3^{ème}



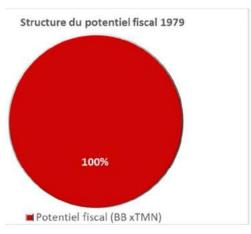
Le ROB, un outil de projection... ...remis en cause par

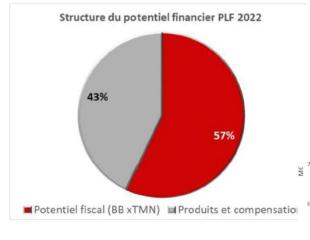
Annonce du 18 février 2024 du Minefi

- A. La refonte des annonces de la LOF à J+2 mois
 - 1. Chapitre 012 Gel du point de la fonction publique
 - **2. Rabotage de l'enveloppe Fonds Vert**, 400 Millions d'€ (de 2,5 à 2, 1 Mds d'€), elle-même issue pour compenser la perte de la CVAE
 - 3. Fonds ANAH raboté d'1 Mds
- B. Le principe de construction budgétaire de l'Etat croissance revue à la baisse



La fin de la notion de contribuable local... et ses effets collatéraux

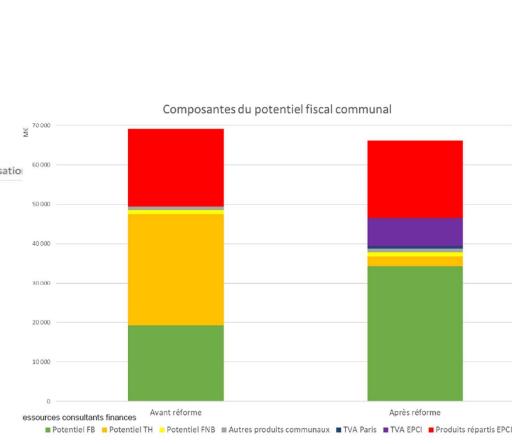




Adaptation des indicateurs

Article 194 § VIII et IX de la loi de finances pour 2022

- Adaptations induites par les réformes de la fiscalité locale (suppression de la taxe d'habitation et réduction des bases des locaux industriels)
- Prise en compte de nouvelles ressources dans le potentiel fiscal
- Modification de l'effort fiscal



AR Prefecture

Adaptations du calcul des indicateurs financiers utilisés pour la péréquation

Article 240

Potentiel fiscal (financier)* des communes

→ Ressources fiscales

Ressources valorisables par taux moyen national (TMN):

TH sur les résidences secondaires (bases x TMN)

FB (bases x TMN) FB [bases x (taux FB communal + taux FB départemental appliqués sur le territoire de la commune en 2020) x coefficient correcteur] + bases x TMN - (taux FB communal + taux FB départemental appliqués sur le territoire de la commune en 2020)

CFE (bases x TMN)

Ressources "réelles":

CVAE-TVA

IFER

Prélèvement sur le produit des jeux

Redevance communale des mines

Imposition forfaitaire sur les pylônes

Surtaxe sur les eaux minérales

Taxe additionnelle sur le foncier non bâti

Taxe additionnelle sur les installations nucléaires dite « de stockage » Majoration sur les résidences secondaires

Taxe locale sur la publicité extérieure n-2

Moyenne triennale (années n-4 à n-2) des DMTO (taxe additionnelle sur les droits de mutation à titre onéreux, montants perçus au titre du Fonds de

péréquation correspondant)

→ Dotations / compensations

Compensation part salaires Attribution de compensation

*DGF (part forfaitaire, hors part salaires)

TaSCom

PSR VL locaux industriels FB x coefficient correcteur

PSR de compensation des communes contributrices au FNGIR subissant une perte de base de CFE

→ Produit intercommunal réparti

A noter : prise en compte progressiv 90 % en 2023, 80 % en 2024, 60 % en compte intégrale des nouveaux indic

En violet = nouveautés 2021 (en barré ce qui a été retiré en loi de finances 2021) En vert = nouveautés 2022

En orange = nouveauté 2024

À noter : « sur les résidences secondaires » = sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale

Potentiel fiscal des groupements

→ Ressources fiscales

Ressources valorisables par taux moven national (TMN):

TH sur les résidences secondaires (bases x TMN)

FB (bases x TMN) FB

FNB (bases x TMN)

CFE (bases x TMN)

Ressources "réelles":

CVAE TVA

Taxe additionnelle sur le foncier non bâti

TVA (part TFPB)

IFER

TaSCom

→ Dotations / compensations

DCRTP

FNGIR (+/-)

PSR de compensation des EPCI contributeurs au FNGIR subissant une perte de base de CFE

Dotation de compensation

PSR VL locaux industriels FB/CFE

À noter : prise en compte progressive par l'introduction d'une "fraction de correction" : 90 % en 2023, 80 % en 2024, 60 % en 2025, 40 % en 2026 et 20 % en 2027, puis prise en compte intégrale des nouveaux indicateurs en 2028

En violet = nouveautés 2021 (en barré ce qui a été retiré en loi de finances 2021) En vert = nouveautés 2022

En orange = nouveauté 2024

À noter : « sur les résidences secondaires » = sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale

AR Prefecture

Exemple: Après la réforme la collectivité apparait en moyenne moins pauvre qu'auparavant comparée à la moyenne nationale. Sa dotation pourrait augmenter. A contrario, si le potentiel baisse...La dotation baisse

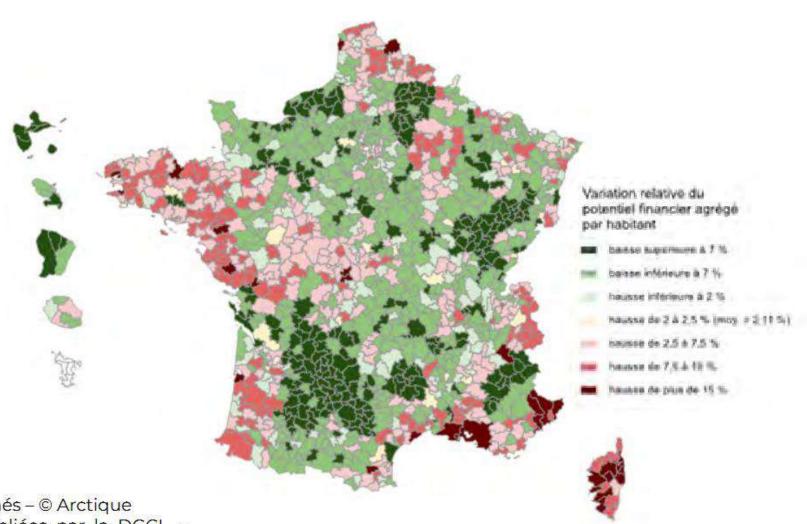
OGCL -

Adaptations du calcul des indict de la fraction de correction du potentiel financier utilisés pour la péréq Effets à terme pour les communes Article 240 Avant la réforme Rap Rapport de 0,80 Potentiel Potentiel de moyen Pote Poids en % la collectivité la co baisse du potentiel financier supérieure à basse de potentiel financier entre 6 et 11 % baisse de potentiel financier entre 2 et 6 % stabilité du potentiel financier à 4/- 2 % hausse de polential financies entre 2 hausse de potentiel financier entre 8 et 15 hausse du potentiel financier supérieure à 11 %

AR Prefecture

Rappel art. 252 LFI 2021 + art. 194 LFI 2022

Effet de la fraction de correction du potentiel financier : Effets à terme pour les ensembles intercommunaux

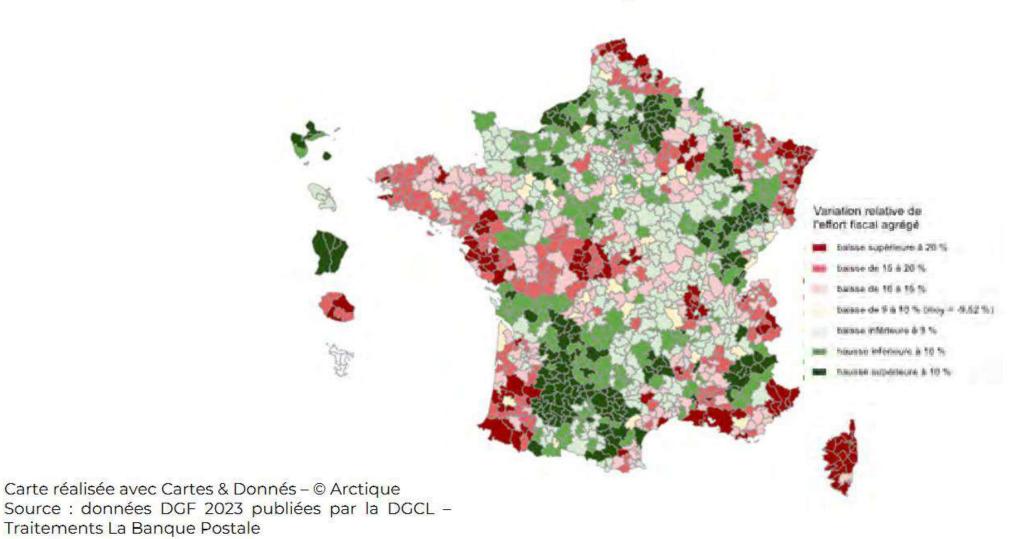


Carte réalisée avec Cartes & Donnés – © Arctique Source : données DGF 2023 publiées par la DGCL – Traitements La Banque Postale

AR Prefecture

Rappel art. 252 LFI 2021 + art. 194 LFI 2022

Effet de la fraction de correction de l'effort fiscal agrégé Effets à terme pour les ensembles intercommunaux



AR Prefecture





3^e partie La situation budgétaire et financière de l'interco



Une situation conforme aux projections

Esquisse des résultats 2023



Les orientations 2023 respectées

- Epargne de 250 000 € maintenue,
- > Stabilité endettement
- Décalage PPI Assainissement : 2,5 ans à PPI identique
- Volonté de ne pas s'endetter en 2023
 - > Emprunt Soulte SMD3, couvert en capital et intérêt par réduction des AC.
 - > Un montant à corriger au vu de la négociation entamée.



BUDGET PRINCIPAL: CA provisoire

Fonctionnement	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes de l'exercice	10 200 263,31 €	10 315 343,42 €	10 148 244,58 €	10 752 009,58 €	11 267 819,83 €	12 313 763,03 €
Dépenses de l'exercice	9 911 802,97 €	10 147 380,63 €	10 263 606,78 €	10 426 748,22 €	10 613 398,78 €	11 923 528,03 €
Résultat de l'exercice	288 460,34 €	167 962,79 €	·	325 261,36 €	654 421,05 €	390 235,00 €
Résultat reporté	338 742,46 €	536 862,11 €	704 824,90 €	527 495,54 €	852 756,90 €	1 325 508,30 €
Résultat cumulé	,	•	,	,	,	·
Resultat cumule	627 202,80 €	704 824,90 €	589 462,70 €	852 756,90 €	1 507 177,95 €	1 715 743,30 €

Investissement		2018	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes de l'exercice		378 894,34 €	285 891,82 €	442 710,70 €	3 309 218,57 €	1 116 463,37 €	3 422 260,52 €
Dépenses de l'exercice		259 470,19 €	237 097,42 €	532 071,06 €	2 575 224,99 €	1 553 993,38 €	3 357 446,46 €
Résultat de l'exercice		119 424,15 €	48 794,40 €	-89 360,36 €	733 993,58 €	-437 530,01 €	64 814,06 €
Résultat reporté		- 130 452,87 €	- 11 028,72 €	37 765,68 €	-85 752,12 €	648 241,46 €	210 711,45 €
Résultat cumulé		-11 028,72 €	37 765,68 €	-51 594,68 €	648 241,46 €	210 711,45 €	275 525,51 €
Restes à réaliser		2018	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes		17 000,00 €	213 800,00 €	69 773,12 €	369 815,19 €	2 061 414,61 €	328 779,80 €
Dépenses		96 849,42 €	240 590,35 €	98 290,38 €	986 653,82 €	2 323 795,71 €	226 144,62 €
Solde des RAR		-79 849,42 €	-26 790,35 €	-28 517,26 €	-616 838,63 €	-262 381,10 €	102 635,18 €
(subv au 13 concernant MFS, Bat Siège et ateliers			rs hautefort				
Besoin de financement		-90 878,14 €		-80 111,94 €		- 51 669,65 €	
Capacité de financement			10 975,33 €		31 402,83 €		378 160,69 €

AR Prefecture

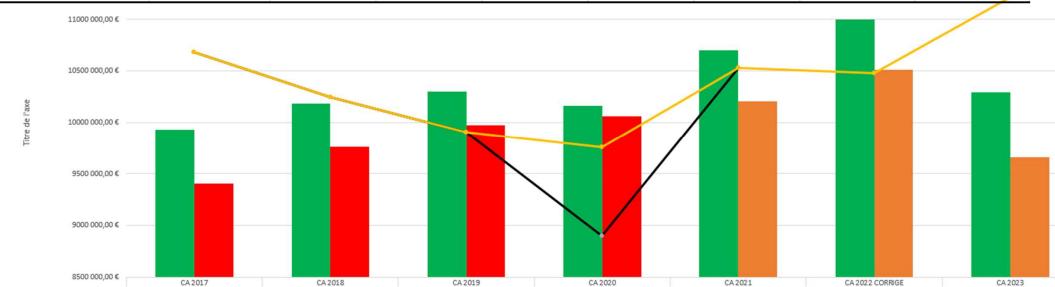
Le budget principal année 2023



L'affectation du résultat

Affectation	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Rappel résultat	627 202,80 €	704 824,90 €	589 462,70 €	852 756,90 €	1 507 177,95 €	1 715 743,30 €
Besoin investissement	-90 878,14 €		-80 111,94 €	0	- 51 669,65 €	- €
Résultat reporté 2023		704 824,90 €	509 350,76 €	852 756,90 €	1 455 508,30 €	1 715 743,30 €

Les résultats financiers					CA 2020			
	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	projeté de la CVAE	CA 2021	CA 2022 corrigé	CA 2023
ecettes réelles de fonctionnement	9 928 873,03 €	10 183 844,08 €	10 298 924,19 €	10 164 663,81 €	10 364 663,81 €	10 698 100,58 €	11 001 825,49 €	10 290 900,79 €
épenses de fonctionnement hors d	9 402 511,18 €	9 761 964,40 €	9 970 054,55 €	10 061 750,29€	10 061 750,29€	10 207 122,90 €	10 512 202,54 €	9 657 695,96 €
pargne de gestion	526 361,85 €	421 879,68 €	328 869,64 €	102 913,52 €	302 913,52 €	490 977,68 €	489 622,95 €	633 204,83 €
ntérêts de la dette	16 668,86 €	13 918,57 €	1 126,46 €	10 269,79 €	10 269,79 €	17 991,05 €	28 647,16 €	20 511,42 €
pargne Brute	509 692,99 €	407 961,11 €	327 743,18 €	92 643,73 €	292 643,73 €	472 986,63 €	460 975,79 €	612 693,41 €
lemboursement du capital de la det	74 899,39 €	76 190,00 €	69 030,84 €	100 556,94 €	100 556,94 €	126 846,15 €	153 094,54 €	155 583,71 €
pargne nette	434 793,60 €	331 771,11 €	258 712,34 €	-7 913,21 €	192 086,79 €	346 140,48 €	307 881,25 €	457 109,70 €



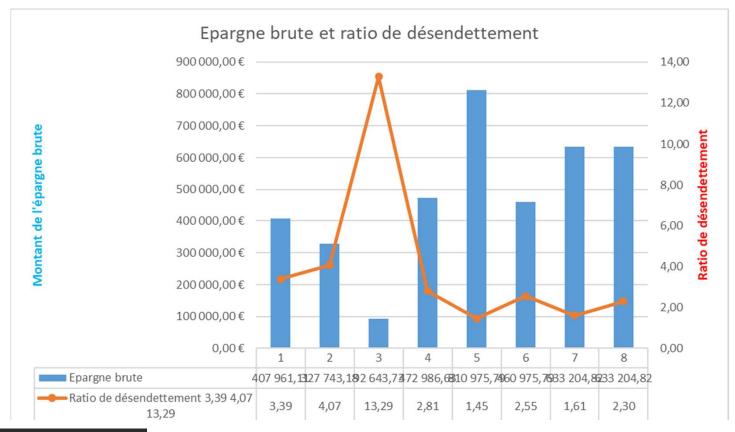
AR Prefecture

Le budget principal

La dette



	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2022 projeté	ca 2023	ca 2023 projeté
Capital restant dû (sauf assainissement)	1 384 181,50 €	1 332 281,41 €	1 230 913,98 €	3 134 305,02 €	2 570 896,68 €	2 570 896,68 €	3 382 536,59€	3 818 536,59 €
CRD B principal			652 778,91 €	1 326 932,81 €	1 173 838,27 €	1 173 838,27 €	1 018 254,00€	1 454 254,00€
Epargne brute	407 961,11 €	327 743,18€	92 643,73 €	472 986,63€	810 975,79€	460 975,79 €	633 204,82 €	633 204,82 €
Ratio de désendettement	3,39	4,07	13,29	2,81	1,45	2,55	1,61	2,30



AR Prefecture

Le budget principal année 2023

Focus sur quelques opérations



OPERATION N° 2103 - Documents d'urbanisme

BP 2023	Réalisé 2023	RAR 2023
179 623,56 €	37 464,49 €	70 578,00 €

OPERATION N° 2104 - Opération Amélio. Habitat

BP 2023	Réalisé 2023	RAR 2023
312 053,19 €	17 300,00 €	66 909,57 €

OPERATION N° 2106		
BP 2023	Réalisé 2023	RAR 2023
217 661,66 €	95 629,35 €	54 259,20 €

OPERATION Fonds d		
BP 2023	RAR 2023	
93 665,10 €	11 912,18 €	18 893,13 €





BUDGET PRINCIPAL Focus sur le personnel

AR Prefecture

Les charges de personnel en 2023



BP 2023 : 1 210 000€

Dépenses	Recettes	Charge nette
1 156 486,82 €	286 552,22 €	869 934,60 €

RAPPEL ROB 2023

1 118 474,00 € 239 500,00 € 878 974,00 €





AR Prefecture

024-200041150-20240306-DE2024005-DE Reçu le 12/03/2024

BUDGET ASSAINISSEMENT



BUDGET ASSAINISSEMENT: CA provisoire

Section d'exploitation	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Section a exploitation						
Recettes de l'exercice	982 464,44 €	868 516,47 €	1 143 798,68 €	1 244 238,63 €	1 161 437,00 €	1 051 589,49 €
Dépenses de l'exercice	369 179,89 €	1 225 118,21 €	730 672,75 €	801 073,11 €	752 860,83 €	776 966,01 €
Résultat de l'exercice	613 284,55 €	- 356 601,74 €	413 125,93 €	443 165,52 €	408 576,17 €	274 623,48 €
Résultat reporté		613 284,55 €	43 307,75 €	158 873,41 €	562 661,59 €	747 670,48 €
Résultat cumulé	613 284,55 €	256 682,81 €	456 433,68 €	602 038,93 €	971 237,76 €	1 022 293,96 €

Section d'investissement	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes de l'exercice	1 300 371,99 €	1 599 160,88 €	3 415 309,36 €	2 131 435,35 €	581 111,13 €	1 171 296,57 €
Dépenses de l'exercice	1 068 139,91 €	2 358 261,48 €	2 480 662,60 €	2 612 939,76 €	1 292 087,69 €	1 656 561,28 €
Résultat de l'exercice	232 232,08 €	-759 100,60 €	934 646,76 €	-481 504,41 €		-485 264,71 €
Résultat reporté		232 232,08 €	-526 868,52 €	407 778,24 €	-71 332,42 €	- 782 308,98 €
Résultat cumulé	232 232,08 €	-526 868,52 €	407 778,24 €	-73 726,17 €	-782 308,98 €	-1 267 573,69 €
Restes à réaliser	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes	5 270 713,53 €	4 327 441,49 €	2 431 607,19 €	1 326 599,47 €	1 778 983,11 €	1 286 834,00 €
Dépenses	5 402 217,36 €	4 013 948,03 €	3 136 945,70 €	1 111 420,26 €	1 220 242,86 €	228 389,35 €
Solde des RAR	-131 503,83 €	313 493,46 €	-705 338,51 €	215 179,21 €	558 740,25 €	1 058 444,65 €
Besoin de financement	100 728,25 €		-297 560,27 €		-223 568,73 €	-209 129,04 €
Capacité de financement		-213 375,06 €		141 453,04 €		

AR Prefecture

Le budget Assainissement année 2023



L'affectation du résultat

Affectation	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Rappel résultat	613 284,55 €	256 682,81 €	456 433,68 €	602 038,93 €	971 237,76 €	1 022 293,96 €
Besoin investissement	100 728,25 €		-297 560,27 €	0	- 223 568,73 €	- 209 129,04 €
Résultat reporté		256 682,81 €	158 873,41 €	602 038,93 €	747 669,03 €	813 164,92 €

Les résultats financiers

ANNEE 2023					
Epargne de gestion	669 062,67 €				
Epargne brute	502 818,05 €				
Epargne nette	181 083,25 €				





4^e partie Les orientations Principes de construction



Les principes de construction budgétaire

Déclinaison fiscale

La question des taux de fiscalité

Question de la fiscalité sur les résidences secondaires – suite ajustement loi de finances

La question des bases

1. Revalorisation des bases- Action de l'Etat, via inflation

Effet sur le produit à taux constant



2. Revalorisation des bases mini de CFE – Délib Sept 2023

AR Prefecture



CFE –Bases minimums

Le cadre règlementaire

Chiffre d'affaires	CA < 5000 €	CA <10 000 €	>10 000 € et <	>32600 et <100 000	>100000 et <250 000	>250 000 et < 500 000	CA>500 000 €
Bases mini	Exonéré	237 €	237 €	237 €	237 €	237 €	237 €
Bases maxi	Exonéré	565 €	1 130 €	2 374 €	3 957 €	5 652 €	7 349 €

L'état des lieux

CCTHPN
Unités
Produit
Ramené à une entreprise

0	565	565	768	786	787	685
378	92	170	180	120	34	19
0,00€	13 052,18 €	24 118,16 €	34 712,06 €	23 683,75 €	6 718,93 €	3 268,07 €
	141,87 €	141,87 €	192,84 €	197,36€	197,62€	172,00€

Total
99
105 553,15
106,30

257 058,60 €

Gain

Scenario MAX

Produit SI MAX
Ramené à une entreprise SI MAX

371 135,59 €	35 061,34 €	48 253,38 €	119 232,32 €	107 300,05 €	48 236,31 €	13 052,18 €
	1 845,33 €	1 419,22 €	993,60 €	596,11 €	283,74 €	141,87 €

% de	CA	1,42%	0,93%	0,31%	0,12%	0,05%	0,04%

AR Prefecture



CFE –Bases minimums

Les indicateurs avant refonte des bases mini cadre règlementaire

CIF

Potentiel fiscal

0,233214

7 234 294

Potentiel Financier Intercommunal Agrégé

22 646 724

L'effet

Sur les bases

1 023 730

Sur le produit

257 058 € 60

Les indicateurs simulés après refonte à valeur 2023

CIF

Potentiel fiscal

0,245723

7 505 582

Potentiel Financier Intercommunal Agrégé

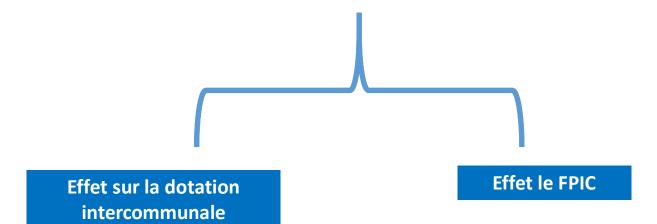
22 918 012

DGF Interco

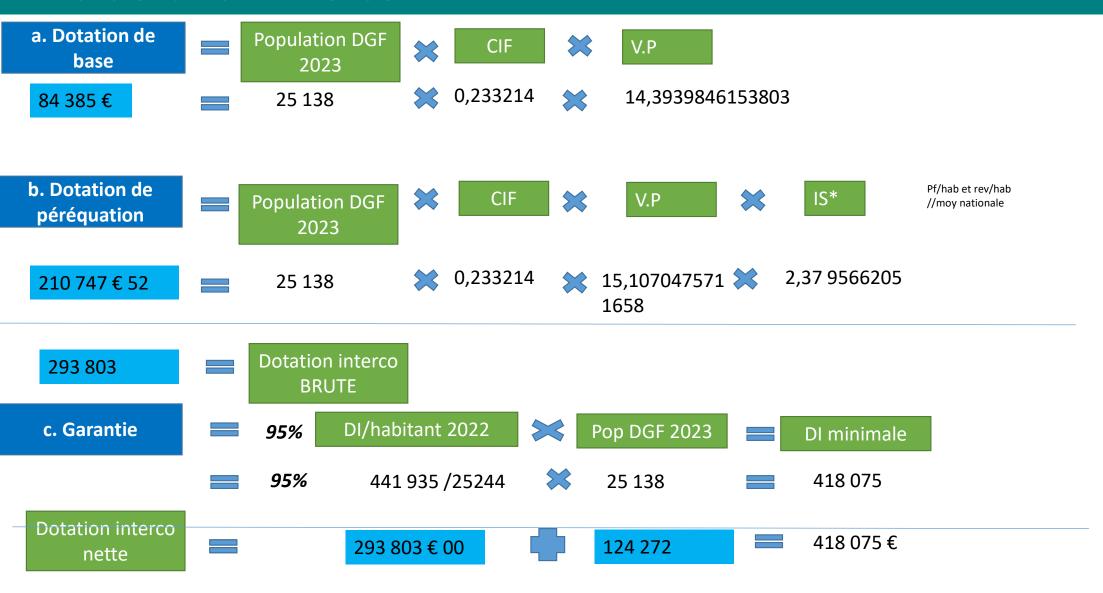
FPIC en enveloppe

AR Prefecture

Deux effets en matière d'intégration



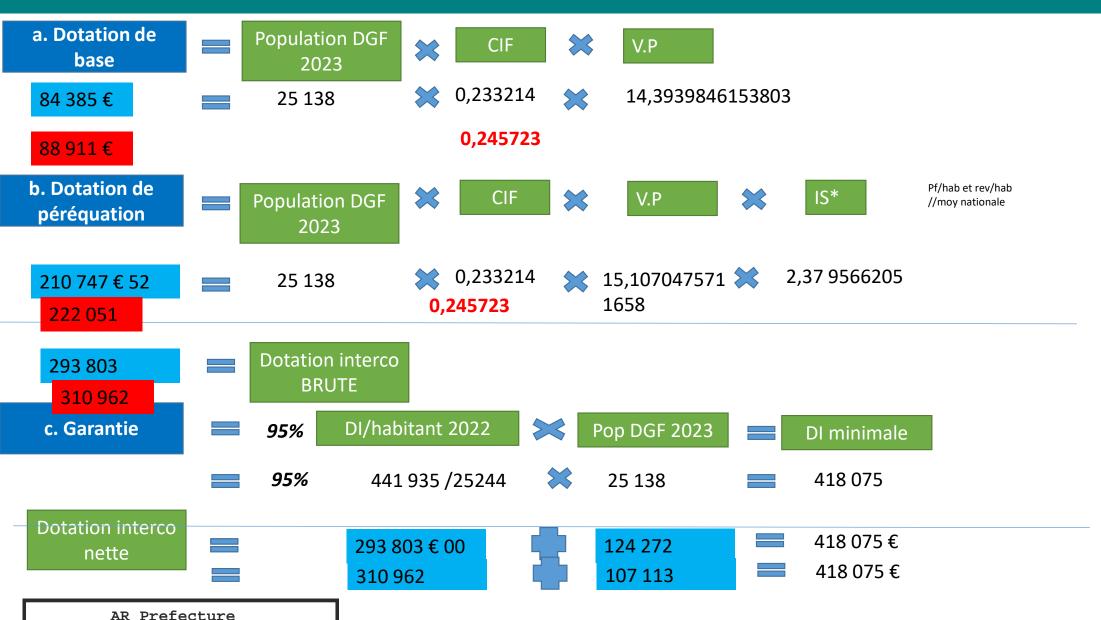
1. La dotation interco



AR Prefecture

1. La dotation interco

024-200041150-20240306-DE2024005-DE



Le lissage de la garantie amenée à disparaitre au profit de la DI propre

	2023	2023 v2
cif	0,23	0,24
Dotation de base	84 385,00 €	88 911,00 €
dotation de péréquation	209 418,00 €	222 051,00 €
sous total	293 803,00 €	310 962,00 €
garantie	124 272,00 €	107 113,00 €
Total	418 075,00 €	418 075,00 €

0,38
137 497,67 €
343 393,21 €
480 890,89 €
-24 044,54 €
456 846,34 €

0,35
126 642,59 €
316 283,22 €
442 925,82 €
-22 146,29 €
420 779,53 €

La question de la DGF communale

Dotation forfaitaire 2020 retraitée (telle que calculée ci-dessus)
Part calculée en fonction de la population

Ecrêtement pérégué

Dotation forfaitaire notifiée 2021

+/-

-

=



Part dynamique de la population = (population DGF_{2021 majorée} – population DGF_{2020 majorée}) x 64,46291197 x a



L L'écrêtement péréqué

Montant spontané de l'écrêtement =
$$\frac{\left(\frac{Pf}{hab} - \frac{0.75 \times PF}{HAB}\right)}{0.75 \times PF/HAB} \times \text{Pop DGF}_{2021} \times \text{VP}$$

Si le montant de l'écrêtement est supérieur à la dotation forfaitaire après application de la part « population », alors le montant de l'écrêtement final est égal à :

Montant de l'écrêtement = Dotation forfaitaire 2020 après application de la part « population »



Dotation forfaitaire 2020 retraitée

+/- Part « population » définitive

Ecrêtement péréqué final

Dotation forfaitaire 2021 finale

+/-

-

=

Au terme de ce calcul, la dotation forfaitaire des communes s'élève en 2021 à 6 906 353 334 €.1 318 communes ont une dotation forfaitaire notifiée égale à 0 € en 2021.

AR Prefecture

Le FPIC





Etat



2012 : 150 M€

2018 / 1 Mds

Maintenant : 2% des recettes de fiscalité

locales

Territoire contributeur

Territoire percepteur

Chaque territoire est classé selon un indice synthétique

De prélèvement

De reversement

Si PFIA > 90 % PFIA national

AR Prefecture



CFE –Bases minimums

FPIC en enveloppe

2023	Total	EPCI	Communes
Prélèvement	-175 785,00 €	-40 995,52 €	-134 789,48 €
Reversement	668 696,00 €	155 949,27 €	512 746,73 €
Solde	492 911,00 €	114 953,75 €	377 957,25 €
2023 -effet bases mini	Total	EPCI	Communes
Prélèvement	-200 856,20 €	-49 355,14 €	-151 501,05 €
Reversement	670 429 €	164 740 €	505 688 €
Solde	469 572 €	115 385 €	354 187 €

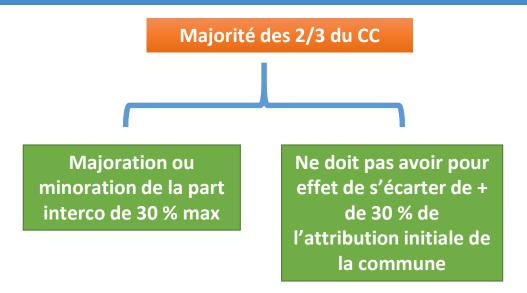
AR Prefecture

Le Fonds de Péréquation (F.P.IC)

4. Les dérogations

Fixation libre

Fixation libre
Unanimité ou
2/3 du CC + délib de chaque
commune



ES POSSIBILITES DE DEROGATION

Les critères à minima

Répartition entre les communes : 3 critères au minimum

- la population

-L'écart entre le revenu par habitant de ces communes et le revenu moyen par habitant de l'ensemble intercommunal

-Le potentiel fiscal ou financier par habitant,

AR Prefecture





4^e partie bis Les orientations Projets

AR Prefecture



Les principes de construction budgétaire

Le programme d'investissement financé par

1. Maintien de l'épargne nette

450 000 €- autofinancer le triptyque

Economie 150 000 €

Habitat 250 000 €

Fonds de concours communes 50 000 €

2. L'enjeu 2024 : la mise à jour du PPI **Assainissement**

Recours à l'emprunt selon la réduction du capital à rembourser

Recours au fonds de concours communal pour les actions en dehors du PPI arrêté et de la redevance calculée à cet effet

3. Le fruit d'une partie des résultats reportés au service du combat pour l'attractivité du territoire



250 k€ pour le PLUI sur les 1,7 M€?

AR Prefecture



L'action intercommunale : trois publics

Les entreprises

- Développement et création
 - Effet amorçage
 - Eligibilité + large négociée

Les habitants

- Guichet unique France Services
 - Mode de gestion unique
- Habitat

Les communes

- Fonds de concours DECI
 - EffortMutualisation
 - Ingénierie et développement territorial

Intégration FS THENON

Veille Appel à projet et accompagnement commune

Hausse enveloppe Fonds économique

150 à 200 000 €

AR Prefecture



Un renforcement de nos actions arrêtés dans le projet de territoire

- Hausse enveloppe Fonds d'Aide
- Développement Marketing territorial
- Revitalisation

- 1. Une offre économique et une attractivité à offrir
- 2

0

- 2. Une attractivité spatiale en aménagement, d'habitat et développement durable
- Guichet unique Habitat sur année pleine
- PLUI, un combat?
- Préparer compétence eau potable

3. Une offre de services durables et multi générationnels

- Capacité accueil ALSH
- Structuration CIAST

2

4

4. Consacrer
l'espace
communautaire
comme espace de
solidarités et
d'implantation de
services publics
locaux

- Uniformiser France Services
- Une compétence un mode de gestion

AR Prefecture



Une compétence, un mode de gestion



Harmonisation du mode de gestion de la compétence France Service



Fonctionnement:

Loyer: 4 200 € annuels + Frais fonctionnement Réduction subvention Centre Social à ce titre

Personnel:

reprise des agents en 2 temps :

- TRANSFERT CDI
- Fin « emplois aidé »- > Septembre 2024

Investissement initial

Informatique et Mobilier : 10 000 € 00



Le PPI – Investissement

Comment a-t-il été construit?

- 1. Définition de priorités pour hiérarchiser le PPI
- 2. puis inscription des projets par exercice budgétaire
- 3. Détermination d'une redevance assainissement pour le financer

Quels critères?

		Définition
Priorité 1	P1	Non-conformités réglementaires (non conforme DERU,)
Priorité 2	P2	Obligations réglementaires (réalisation de diagnostics périodiques tous les 10 ans, SDA,)
Priorité 3	P3	Créations de systèmes (1 ers équipements réseau et station)
Priorité 4	P4	Impacts environnementaux : insalubrité, masse d'eau impactée, atteinte à l'usage de l'eau
Priorité 5	P5	Efficacité économique des travaux : €/bcht
Filonie 3 F3		Réhabilitations de réseaux et d'ouvrages
Priorité 6	P6	Autre

Rappel des règles de priorisation des extensions (délibération du 20 mars 2019) :

- Secteur inclus dans le zonage d'assainissement collectif

- Coût par branchement < 10 000 €HT
- ou enieu sanitaire
- ou impossibilité technique pour la réalisation d'un dispositif ANC ou semi collectif justifiée par le SPANC

Evolution du PPI

Obligation réglementaire (arrêté de juillet 2020): diagnostic périodique d'assainissement tous les 10 ans - avant le 31/12/2021 pour les systèmes > 10 000 EH, avant le 31/12/2023 pour les systèmes entre 2 000 EH et 10 000 EH et avant le 31/12/2025 pour les systèmes < 2 000 EH

AR Prefecture

024-200041150-20240306-DE2024005-DE

Le budget assainissement

Les résultats par agrégat



	2019	2020	2021	2022	2023
Recettes réelles de fonctionnement			1 143 735,99 €	1 161 437,00 €	979 684,06
Dépenses de fonctionnement hors dette			374 685,69 €	329 516,82 €	310 621,39
Epargne de gestion	216 525,68 €	274 300,00 €	769 050,30 €	831 920,18 €	669 062,67
Intérêts de la dette	110 682,15 €	107 000,00 €	112 932,97 €	123 344,01 €	166 244,62
Epargne Brute	105 843,53 €	167 300,00 €	656 117,33 €	708 576,17 €	502 818,05
Remboursement du capital de la dette sans remboursement des prêts relais	411 544,79 €	380 000,00 €	365 967,26 €	369 058,82 €	321 734,80
Epargne nette	-305 701,26 €	-212 700,00 €	290 150,07 €	339 517,35 €	181 083,25

Une amélioration constante du budget annexe mais une situation fragile. Orientations

- 1. Il faut anticiper la reprise des amortissements réduits de moitié depuis 3 ans, quasi-égal à l'épargne
- 2. Intégration des nouveaux biens et équipements

AR Prefecture

024-200041150-20240306-DE2024005-DE

Les indicateurs de financement

La capacité d'emprunt par palier

2,7 M€



À capacité de remboursement de l'amortissement identique et palier de 5,5 M€ de CRD

		CAPITAL	Taux	Intérêts totaux	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	
er	mprunt	600 000,00 €	4	252 000,00 €		24 000,00 €	22 800,00 €	21 600,00 €	20 400,00 €	19 200,00 €	18 000,00 €	
		1 000 000 00 0		420,000,00					40,000,00,0	20,000,00,0	26 000 00 6	-
		1 000 000,00 €	4	420 000,00 €					40 000,00 €	38 000,00 €	36 000,00 €	
		400 000,00 €	4	168 000,00 €						16 000,00 €	15 200,00 €	-
												-
		700 000,00 €	4	294 000,00 €							28 000,00 €	_
TO	OTAL	2 700 000,00 €		1 134 000,00 €	0,00€	24 000,00 €	22 800,00 €	21 600,00 €	60 400,00 €	73 200,00 €	97 200,00 €	_
												_
D AU 01/	/01 initial				5 375 661,02 €	5 053 926,30 €	4 752 082,71 €	4 461 087,63 €	4 177 181,52 €	3 893 004,78 €	3 651 767,80 €	3 437 081,68
mbourse	ment capi	tal emprunt i	nitial		321 734,80 €	301 843,59 €	290 995,08 €	283 906,11 €	284 176,78 €	241 236,98 €	214 686,12 €	185 407,13
		êt emprunt										
ouveau Cl	RD AU 31/	12			5 053 926,22 €	5 352 082,71 €	5 031 087,63 €	4 717 181,52 €	5 403 004,74 €	5 481 767,76 €	5 867 081,64 €	5 546 674,51

Rappel épargne pour autofinancer travaux

250 0000 €

Les résultats reportés au service de la trésorerie dans le décalage –Montant opération et encaissement subvention

AR Prefecture

024-200041150-20240306-DE2024005-DE

PPI 1

Version initiale				
Туре	Priorités	Nombre opérations	Communes concernées	total 2024-2030
Etudes	TOTAL	26	24	620 800,00 €
Etudes	P1	1	CC	0,00€
Etudes	P2	25	24	620 800,00 €
Travaux	TOTAL	61	22	5 950 675,00 €
Travaux	P1	5	4	0,00€
Travaux	P1 Fait			250 000,00 €
Travaux	P2	3	3	0,00€
Travaux	P3	4	4	1 400 000,00 €
Travaux	P4	5	4	531 075,00 €
Travaux	P5	22	15	3 394 600,00 €
Travaux	P6	2	1	305 000,00 €
Sous total		87		6 571 475,00 €
Retrait additif au PPI initial				2 139 000,00 €
Total à financer				4 432 475,00 €
Epargne annuelle moyenne	250 000,00 €			1 750 000,00 €
Recours emprunt à capital const	ant et non désende	ettement		2 700 000,00 €
Solde à financer				-17 525,00 €

AR Prefecture

PPI 2

rar	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030			HORS ASSIETTE	
5 000,00€	300 000,00€	50 000,00 €	15 000,00 €	30 000,00€	35 000,00 €	12 000,00€	20 000,00 €	DIAG	409 000,00 €		409 000,00 €
7 500,00 €	34 500,00 €						12 000,00 €		530 000,00€		530 000,00 €
10 000,00 €		10 000,00 €			10 000,00 €	15 000,00€	35 000,00 €	Extension	875 000,00€	108 000,00 €	983 000,00 €
	10 000,00 €			10 000,00€		10 000,00€	30 000,00 €	Réhab/CONFORMITE	147 000,00€	70 000,00 €	217 000,00 €
60 000,00 €	10 000,00 €		35 000,00 €				820 000,00 €		1 961 000,00 €	178 000,00 €	2 139 000,00 €
			10 000,00 €				10 000,00 €				
			_ 10 000,00 €								
190 500,00 €	354 500,00 €	70 000,00 €	145 000,00 €	320 000,00€	80 000,00 €	52 000,00 €	927 000,00 €	2 139 000,00 €			

PPI 3

				2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029	2 030	total 2024-2030
TRAVAUX	Motant total	Subvention possibles	Autofinancement	2024	2025	2026	2027				
	4 354 320 €	2 640 502 €	1 713 818 €	148 320 €	628 958 €	520 500 €	416 040 €				

AR Prefecture

L'épargne au vu de la réévaluation de la redevance

Libellé	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Epargne de gestion	769 050,30 €	831 920,18 €	669 062,67 €	720 000,00€	770 000,00€	770 000,00 €	770 000,00€	770 000,00€	770 000,00€	770 000,00 €
Intérêt dette	112 932,97 €	123 344,01 €	166 244,62 €	166 132,07€	157 064,27 €	147 922,64 €	137 869,33 €	129 280,46 €	122 732,61 €	116 585,37 €
Epargne brute	656 117,33 €	708 576,17 €	502 818,05 €	553 867,93 €	612 935,73 €	622 077,36 €	632 130,67€	640 719,54 €	647 267,39€	653 414,63 €
Capital emprunt	365 967,26 €	369 058,82 €	321 734,80€	301 843,59€	290 995,08 €	283 906,11 €	284 176,78 €	241 236,98 €	214 686,12 €	185 407,13 €
Epargne nette	290 150,07 €	339 517,35 €	181 083,25 €	252 024,34 €	321 940,65 €	338 171,25 €	347 953,89 €	399 482,56 €	432 581,27 €	468 007,50 €

Les capacités	
2025	70 000,00 €
2028	80 000,00€
2029	32 581,27 €
2030	35 426,23 €



Recours à l'emprunt	20 ans		30 ans	40 ans	Capital restant dû	20 ans	30 ans	40 ans
2024	l .	960 000,00 €	1 150 000,00€	1 200 000,00€	2023	5 053 926,22 €	5 053 926,22 €	5 053 926,22 €
2027	7	1 100 000,00 €	1 320 000,00 €	1 400 000,00 €	2024	5 712 082,63 €	5 902 082,63 €	5 952 082,63 €
2028		450 000,00 €	535 000,00 €		2025	5 389 096,55 €	5 592 535,55 €	5 651 432,55€
			•		2026	5 071 896,44€	5 289 225,44 €	5 357 377,44€
2029	1	490 000,00 €	580 000,00 €	615 000,00 €	2027	5 853 068,66€	6 304 753,66 €	6 462 532,66€
					2028	5 989 113,68€	6 555 994,68 €	6 768 817,68€
Total recours emprunt		3 000 000,00€	3 585 000,00 €	3 785 000,00 €	2029	6 173 750,56 €	6 868 203,56 €	7 140 916,56 €
					2030	5 893 972,43 €	6 617 894,43 €	6 920 902,43 €

AR Prefecture

Version initiale					Version PPI -	2e version	Version PPI 3e ersion	
Туре	Priorités	Nombre opérations	Communes concernées	total 2024-2030	total 2	024-2030	total 2024-2030	
Etudes	TOTAL	26	24	620 800,00 €				
Etudes	P1	1	CC	0,00€				
Etudes	P2	25	24	620 800,00 €				
Travaux	TOTAL	61	22	5 950 675,00 €				
Гravaux	P1	5	4	0,00€				
Travaux	P1 Fait			250 000,00 €				
Travaux	P2	3	3	0,00€				
Travaux	P3	4	4	1 400 000,00 €				
Travaux	P4	5	4	531 075,00 €				
Travaux	P5	22	15	3 394 600,00 €				
Travaux	P6	2	1	305 000,00 €				
Sous total		87		6 571 475,00 €		6 571 475,00 €	8 285 293,00 €	
Retrait additif au PPI initial				2 139 000,00 €			1 713 818,00 €	
Fotal à financer				4 432 475,00 €				
otat a manocr				4 102 47 6,00 0		6 571 475,00 €	8 285 293,00 €	
Epargne annuelle moyenne	250 000,00 €			1 750 000,00 €		1750 000,00€	1 750 000,00 €	
Recours emprunt à capital constant (et non désende	ettement		2 700 000,00 €		2 700 000,00 €	2 700 000,00 €	
Solde à financer				-17 525,00 €		0.404.475.000	3 835 293,00 €	
Solue a Illiancei				-17 525,00 €		2 121 475,00 €		
Scenario redevance à 330 €00								
Capacité emprunt 30 ans	3 585 000	0,00€				885 000,00 €	885 000,00 €	
Solde à financer						1 236 475,00 €	2 950 293,00 €	
						Solde à financer		Solde à finan
30 % Solde à financer additif					588 300 00	648 175 00	514 145,40 €	1 847 847,
30 % Solde à financer additif					588 300,00	648 175,00	514 145,40)€

AR Prefecture

L'option dégradation épargne ?

L'option dégradation épa	rgne		Coût possible	20 ans	30 ans	40 ans
-50 000 €				1 000 000,00€	1 500 000,00€	2 000 000,00€
			Recours emprunt	700 000,00€	850 000,00 €	880 000,00€
L'option dégradation épa	rgne		Coût possible	20 ans	30 ans	40 ans
-100 000 €				2 000 000,00 €	3 000 000,00 €	4 000 000,00€
			Recours emprunt	1 320 000,00€	1 600 000,00 €	1 720 000,00€

En synthèse

les pistes de travail

les pistes de travail

- 1. La redevance: hypothèse de 295 à 330 € HT
- 2. L'option fonds de concours sur les opérations non inscrites au PPI et de nature à dénaturer la redevance
- 3. L'option amortissement de l'emprunt : de 20 ans à 30 ans

AR Prefecture



La redevance- Comparaison

	Nombre de communes	Nombre de communes en Assainissement collectif	Nombre d'abonnés	Tarification cible 120 m3	PFAC	PFB	Remarques
Communauté de communes CCTHPN	37	28	6500	295 €	1 000 €	Non instaurés	Prise de compétence en 2018, lissage tarifaire terminé en 2023
Communauté de communes BDP	47	16	4000	360€	800 € (existant) 2000 € (neuf)	1 000 € (existant) Frais réel (neuf) Plafond à 3 200 €	Prise de compétence en 2017 Tarification revue en 2023
Communauté de communes CVDFB	20	9	2600	380€	1 500 €	1 500 €	Prise de compétence en 2020 Initialement cible 310 € Tarification revue pour 2024-2027
Communauté de communes MMG	18	12	1800	375 €			Prise de compétence en 2017
Communauté de communes ILAP	28	21	2400	300 à 483 €	500€	500 € (existant) 60 % coût réel (neuf)	Prise de compétence en 2008
Communauté de communes PN	28	23	3800	360€	2 500 €	Coût réel moins subvention (Plafond à 2500€)	Prise de la compétence en 2018
САВ	39	19	21000	295€	2 000 €	•	Prise de compétence en 2020

CC Périgord Ribéracois- Etude de préfiguration -

ordre de 370 €HT

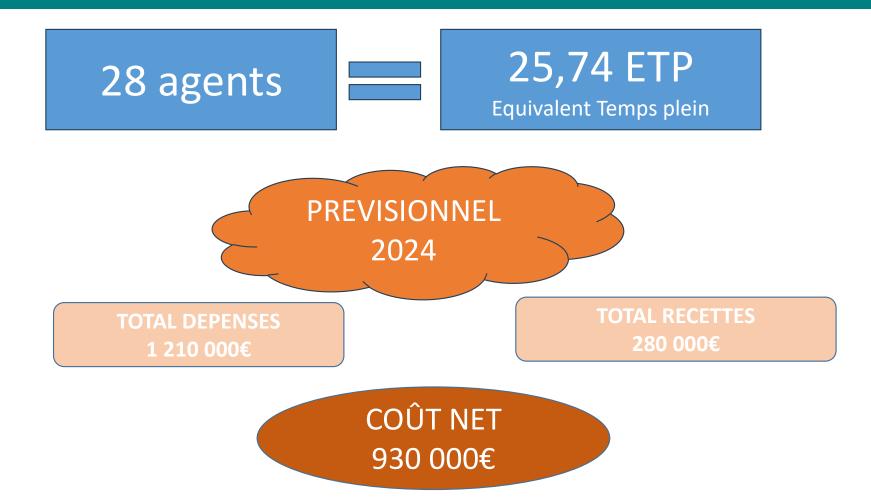


Les moyens humains pour décliner ce projet

AR Prefecture

Les prévisions 2024 Moyens Humains- Hors FS Thenon





AR Prefecture





4^e partie : Le rapport égalité Femmes-Hommes



La Loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes introduit l'obligation pour les **collectivités** et EPCI de **plus de 20 000 habitants** de constituer un rapport annuel sur la situation en matière d'**égalité entre les femmes et les hommes**.

Etat des lieux au 1^{er} janvier 2024



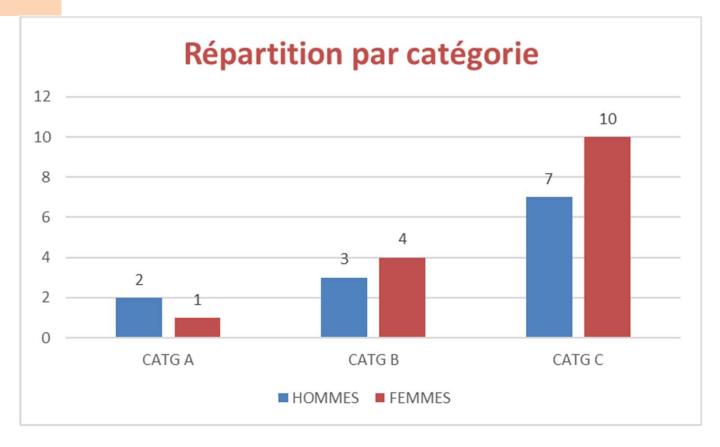
EFFECTIF GLOBAL au 01/01/2024 27

HOMMES

44%

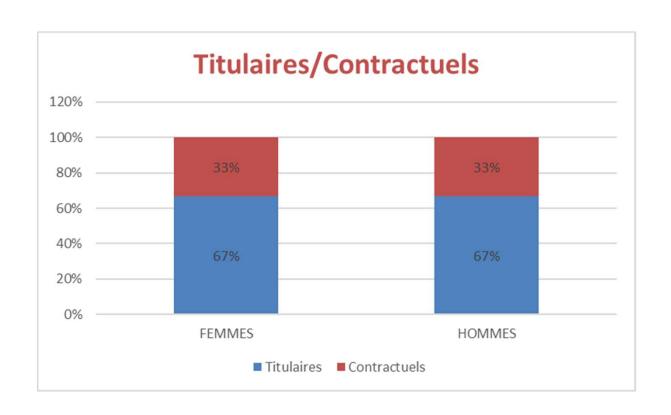
FEMMES

56%



AR Prefecture



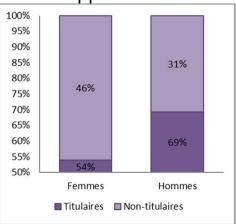


Au niveau national, dans la FPT:

Titulaires: 58 % de femmes / 42 % d'hommes Non-titulaires: 67 % de femmes / 33 % d'hommes

Source: DGAFP, chiffres clés de l'égalité pro 2014

Rappel 2022



AR Prefecture



Age moyen des agents

FEMMES

47,93 ans

47% ont plus de 50 ans

HOMMES

47,58 ans

42% ont plus de 50 ans

Au niveau national, dans la FPT:

Age moyen: femmes: 43,9 ans

hommes: 43,6 ans

Part des moins de 30 ans: 11,3 % (idem f et h) Part des plus de 50 ans: femmes: 33,9 %

hommes: 33,4 %

AR Prefecture



PLAN D'ACTIONS

AXE 1 : LUTTER CONTRE LES STEREOTYPES

Sensibiliser le personnel et les élus/élues

Organiser une formation/sensibilisation dans le plan de formation de la CC

Communication interne non stéréotypée

Veiller à une représentation équilibrée des femmes et des hommes sur tous les documents de communication

Agir auprès des jeunes publics

Engager une réflexion dans le cadre de la CTG avec les partenaires en lien avec la jeunesse : crèches, centres de loisirs, écoles, ...

AR Prefecture



PLAN D'ACTIONS

AXE 2 :
GARANTIR LA NONDISCRIMATION DANS L'ACCES A
L'EMPLOI

Mentions à intégrer dans les fiches de poste et offres d'emploi

Indiquer au féminin et au masculin les titres, grades et fonctions sur les fiches de postes, offres d'emploi et documents et supports produits par la direction des ressources humaines

Sensibilisation

Sensibiliser les agents/agentes qui recrutent

AR Prefecture



Merci de votre attention et de votre participation

AR Prefecture